

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 692
semaine du
du 10 au 16 février
2022

Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com



Pages 2 et 3 Scandales des Ehpads privés, asphyxie des hôpitaux Mépris, mensonges du gouvernement Macron

Dans la foulée des divulgations du livre-enquête, l'exécutif est monté au créneau : Emmanuel Macron a estimé que « ces révélations étaient absolument choquantes, bouleversantes ». Même son de cloche de la ministre déléguée à l'Autonomie, Brigitte Bourguignon.

LES CRIS D'ORFRAIES DE L'EXÉCUTIF NE PARVIENNENT PAS À MASQUER LEUR RESPONSABILITÉ TOTALE

Ignobles tartuffes ! Ce gouvernement, comme ceux qui l'ont précédé, non seulement ont laissé faire, mais ont permis que ces grands groupes privés se partagent le juteux marché de près de 85 000 résidents.

24 % des 7 500 Ehpads que compte la France appartiennent au privé à but lucratif. Le processus de privatisation, encouragé et construit par les pouvoirs publics, a commencé en France il y a vingt-cinq ans, avec le vote de la loi du 24 janvier 1997 qui autorise les Ehpads à but lucratif à bénéficier des aides publiques. Cette logique n'a cessé depuis d'être confirmée et amplifiée par tous les gouvernements successifs : la majorité des établissements et lits ouverts en Ehpad relève aujourd'hui du secteur privé. Dans le même mouvement, le nombre d'inspecteurs de maisons de retraite, encadrés par les agences régionales de santé (ARS), n'a cessé d'être réduit. Voici ce qu'explique, en juillet 2021, un syndicaliste CGT interviewé par *Investigate Europe* : « Du côté de l'ARS, les équipes (d'inspecteurs) se sont réduites de près de 16 % en dix ans (...). En Ile-de-France par exemple, il existait 100 inspecteurs en 2010. Aujourd'hui, il n'y en a plus que 70, et le nombre d'établissements à surveiller a sensiblement augmenté. »

« C'EST TOUT UN SYSTÈME QU'IL FAUT REMETTRE EN CAUSE. »

(Une plaignante contre le groupe Korian)

Pour reprendre les mots d'une plaignante citée dans le journal *le Parisien* : « Bien sûr qu'il y a une responsabilité de Korian, mais c'est tout un système qu'il faut remettre en cause. »

Sauf que ce gouvernement et, peu ou prou, l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle – à l'exception notable du candidat de l'Union populaire (UP), Jean-Luc Mélenchon – entendent bien ne pas remettre en cause les intérêts des grands groupes privés mais, au contraire, poursuivre et amplifier la politique de privatisation des Ehpads engagée par la loi du 24 janvier 1997.

Les cris d'indignation des uns et des autres ne peuvent masquer un fait : la privatisation conduit à la barbarie. Et les responsables sont au gouvernement !

■ Mélenchon : « Le marché, c'est le chaos »

« Le marché, c'est le chaos. » C'est sous ce thème que Jean-Luc Mélenchon a tenu un meeting de campagne, à Tours, devant des milliers de personnes, dans une salle comble, le 3 février.

Et pour l'illustrer, il a choisi quelques thèmes, dont celui des Ehpads privés, illustré par le scandale du groupe Orpea.

« La honte pure, ils appellent ça l' "or gris", ces voyous, a lancé Mélenchon. L' "or gris", c'est exploiter de braves gens qui sont là, à qui ça coûte d'être là financièrement. Avec des faits avérés de maltraitance. Alors la ministre dit : "Nous n'en revenons pas, mais comment est-ce possible ?" (...) "Comment est-ce possible ?", dit M^{me} Bourguignon qui, avant, était présidente de la commission des affaires

sociales dans laquelle il y a (...) Caroline Fiat. »

La députée Insoumise Caroline Fiat, aide-soignante, avait alerté de longue date sur les faits qui éclatent aujourd'hui. Et Mélenchon de poursuivre, interpellant la ministre Brigitte Bourguignon, chargée des personnes âgées : « Donc, vous ne pouviez pas ne pas savoir, sauf si vous n'aviez pas envie de le savoir. (...) Depuis que M. Macron est président de la République, on est passé de 90 contrôles et inspections dans cette entreprise d'Ehpad à 10 par an. Vous ne vouliez pas savoir, vous ne regardiez même pas ! Nous sommes pour que, dorénavant, ce ne soit plus possible. Pas un euro ne doit être gagné sur le soin qui est apporté aux aînés et au grand âge. Pas un euro ! Un quart de ce système, ce sont des entreprises privées. Ce quart sera collectivisé. »

Conséquence des fermetures de lits : des tentes pour accueillir les patients

Prétextant un afflux de malades atteints du Covid, la direction de l'hôpital de Bordeaux (Gironde) a fait installer deux tentes dans le hall des urgences, soulevant l'indignation des médecins et des personnels. « La situation serait la même sans les cas de Covid, assure le D^r Pierre Catoire, médecin urgentiste et membre du collectif urgences de Bordeaux (FR3 Aquitaine, le 3 février 2022). On doit aujourd'hui faire de la médecine de guerre comme pour un attentat ou un train qui déraille, et il y a des morts (...). Selon les jours, entre 300 et 500 lits sont fermés tous services confondus (...). Il manque aussi du personnel pour surveiller les patients qui attendent dans les couloirs d'être vus par un médecin. On a eu ainsi des cas d'arrêt cardiaque (...), des patients ont eu des séquelles neurologiques car ils avaient besoin de soins techniques mais l'équipe compétente n'était pas disponible par manque d'effectifs. »

Les syndicats CGT et Sud de l'hôpital dénoncent le manque de lits et de personnels dans le deuxième CHU de France.

Salle comble au meeting de l'Union populaire à Montreuil

Page 4

C'est un meeting plein à craquer qui vient de se tenir à la mairie de Montreuil ce lundi 7 février. A l'occasion du premier meeting de l'Union populaire dans le département de Seine-Saint-Denis, ce sont 500 personnes qui se sont déplacées pour écouter à la tribune : Aurélie Trouvé, présidente du parlement de l'Union populaire ; Sabrina Ali Benali, médecin et membre du parlement de l'Union populaire ; Adrien Quatennens, Danièle Obono, députés et responsables LFI ; et Alexis Corbière, député de la circonscription, qui a clôturé le meeting. Galvanisés par les interventions, ce sont encore des centaines qui resteront après les discours, dont nombre de militants du POI, pour échanger autour d'un verre.

« La violence de la macronie n'est pas une violence accidentelle »

■ Danièle Obono, députée de Paris

« Notre difficulté, c'est qu'à force de trahisons, l'abstention se développe »

■ Alexis Corbière, député LFI de Seine-Saint-Denis

Page 8

ENSEIGNEMENT

Hauts-de-Seine : grève et mobilisation dans 9 établissements contre la baisse drastique des heures

Cent cinquante enseignants, parents, lycéens de neuf collèges et lycées des Hauts-de-Seine se sont rassemblés jeudi 3 février devant le collège Georges-Pompidou, à Villeneuve-la-Garenne. Tous sont touchés par des suppressions de dizaines d'heures et de postes pour la rentrée 2022. « *Nous perdons 55 heures pour une baisse prévisionnelle de cinq élèves ! C'est une classe de moins et deux postes d'enseignants supprimés. Nous ne cessons de voir nos moyens diminuer depuis 2016, alors que la population du collège a augmenté de 60 élèves* », témoigne une professeure d'anglais.

Blanquer et les mathématiques : le pompier pyromane

Le ministre est le principal responsable de la disparition des mathématiques comme enseignement ou option au lycée : 1 800 suppressions de postes, moins 33 540 heures de maths depuis 2018.

Page 10

PALESTINE

REPORTAGE. Dans le village de Burka, en Cisjordanie occupée

« De la Méditerranée au fleuve Jourdain, nous sommes un seul et même peuple. »

Page 11

MALI

« Laissez les Maliens gérer leurs affaires comme bon leur semble ! »

■ La parole à Assitan Diallo, chargée de communication du M5-RFP Diaspora France-Europe

Je m'abonne à **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

- 12 numéros : 20 euros 6 mois (25 numéros) : 35 euros
 1 an (51 numéros) : 70 euros 1 an, pli clos : 125 euros
 10 NUMÉROS : 10 EUROS POUR TOUT PREMIER ABONNEMENT

Nom : Prénom :

N° : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.